

MOISSONS NOUVELLES

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Rapports du commissaire aux comptes

Assemblée générale d'approbation des comptes

de l'exercice clos le 31 décembre 2024

ASSOCIATION MOISSONS NOUVELLES

160, rue de Crimée

75019 PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

Aux membres de l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MOISSONS NOUVELLES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

MOISSONS NOUVELLES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels. Exercice clos le 31 décembre 2024.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

Nous nous sommes notamment assurés que les fonds dédiés et les provisions pour risques et charges, respectivement présentés au paragraphes 4.9 et 4.10 de l'annexe, sont déterminés selon une approche constante. Sur la base des informations disponibles, notre appréciation des montants comptabilisés a principalement consisté à analyser le processus de détermination et à contrôler par sondages l'application des principes retenus.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

MOISSONS NOUVELLES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels. Exercice clos le 31 décembre 2024.

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 16 avril 2025

Le commissaire aux comptes

F.-M. RICHARD & Associés

Julie GALOPHE

BILAN

ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
	BRUT	Amort. Prov.	NET	NET
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles	989 291 €	508 392 €	480 899 €	321 373 €
Total immobilisations incorporelles	989 291 €	508 392 €	480 899 €	321 373 €
Terrains	1 466 529 €	150 156 €	1 316 373 €	1 251 247 €
Constructions	30 167 572 €	20 728 763 €	9 438 810 €	10 004 124 €
Agencements constructions	21 821 213 €	14 807 689 €	7 013 524 €	6 988 974 €
Matériels et outillage	4 132 986 €	3 617 476 €	515 510 €	433 305 €
Autres immobilisations corporelles	12 168 446 €	9 335 728 €	2 832 719 €	2 738 769 €
Immobilisations en cours	1 268 785 €		1 268 785 €	1 083 203 €
Total immobilisations corporelles	71 025 532 €	48 639 811 €	22 385 721 €	22 499 622 €
Immobilisations financières	1 111 253 €		1 111 253 €	1 032 513 €
TOTAL IMMOBILISATIONS - TOTAL I	73 126 075 €	49 148 203 €	23 977 872 €	23 853 508 €
Actif circulant				
Stocks			- €	- €
TOTAL STOCKS	- €		- €	- €
Fournisseurs	103 927 €		103 927 €	97 341 €
TOTAL FOURNISSEURS	103 927 €		103 927 €	97 341 €
Organismes payeurs cptes ratt.	2 352 369 €	80 €	2 352 289 €	4 700 446 €
TOTAL CREANCES	2 352 369 €	80 €	2 352 289 €	4 700 446 €
Personnels et cptes rattachés	71 674 €		71 674 €	75 014 €
Organismes sociaux cptes ratt.	27 078 €		27 078 €	19 629 €
Etat collectivités cptes ratt.	2 077 782 €		2 077 782 €	1 363 098 €
Débiteurs divers	2 691 870 €	2 699 €	2 689 171 €	2 737 053 €
TOTAL AUTRES CREANCES	4 868 404 €	2 699 €	4 865 705 €	4 194 794 €
TOTAL VALEURS MOBILIERES DE PL.			- €	- €
Banques et CCP	41 503 535 €		41 503 535 €	35 280 905 €
Caisses	95 714 €		95 714 €	54 259 €
TOTAL DISPONIBILITES	41 599 249 €	- €	41 599 249 €	35 335 164 €
Charges constatées d'avance	211 347 €		211 347 €	146 554 €
TOTAL ACTIF CIRCULANT - TOTAL II	49 135 296 €	2 779 €	49 132 518 €	44 474 298 €
TOTAL GÉNÉRAL (I + II)	122 261 372 €	49 150 982 €	73 110 390 €	68 327 806 €

BILAN

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
Fonds propres / Fonds associatifs		
Fonds propres / associatifs sans droit de reprise		
Fonds propres complémentaires	4 922 546 €	4 922 546 €
TOTAL FONDS PROPRES/ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE	4 922 546 €	4 922 546 €
Fonds propres complémentaires	253 065 €	253 065 €
TOTAL FONDS PROPRES/ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE	253 065 €	253 065 €
Ecart de réévaluation	433 263 €	433 263 €
Autres fonds propres / associatifs		
Excédent affecté à l'investissement	7 952 037 €	7 691 870 €
Réserves de trésorerie (affectation)	2 699 811 €	2 614 811 €
Réserves de compensation	6 886 736 €	6 496 192 €
Réserves pour projet	560 288 €	560 288 €
Autres réserves	22 445 €	22 445 €
TOTAL RESERVES	18 121 318 €	17 385 607 €
Report à nouveau déficitaire (gestion non contrôlée)	- 791 287 €	- 745 330 €
Dépenses non financées (congrés payés, retraite...)	- 2 776 965 €	- 2 393 095 €
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	5 575 619 €	6 399 108 €
TOTAL REPORT A NOUVEAU	2 007 367 €	3 260 684 €
Déficit / Excédent	7 247 €	- 517 606 €
SITUATION NETTE (sous total)	25 744 806 €	25 737 560 €
Fonds propres consommables		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	4 538 882 €	4 051 368 €
Réserve de trésorerie	448 860 €	448 860 €
Provisions réglementées	1 236 135 €	1 195 197 €
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	1 684 995 €	1 644 058 €
TOTAL I	31 968 683 €	31 432 985 €
FONDS DEDIES - TOTAL II	1 843 693 €	1 758 331 €
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES - TOTAL III	3 614 296 €	3 080 490 €
Emprunts et dettes assimilées	7 548 965 €	8 216 081 €
Autres dettes	122 623 €	129 012 €
Banques et CCP (découverts)	15 854 344 €	13 206 543 €
TOTAL DETTES FINANCIERES	23 525 932 €	21 551 636 €
Organismes payeurs comptes rattachés	376 693 €	376 693 €
TOTAL ORGANISMES PAYEURS COMPTES RATTACHES	376 693 €	376 693 €
FOURNISSEURS	1 715 393 €	1 546 517 €
Personnels et cpts rattachés	4 083 239 €	3 583 791 €
Organismes sociaux cptes rattachés	3 358 096 €	2 959 763 €
Etat collectivités cptes rattachés	1 301 745 €	1 490 009 €
TOTAL DETTES D'EXPLOITATION	8 743 079 €	8 033 562 €
Dettes sur immobilisations	277 492 €	273 723 €
Autres dettes	833 924 €	245 168 €
TOTAL AUTRES DETTES	1 111 416 €	518 890 €
Produits constatés d'avance	211 205 €	28 702 €
TOTAL IV	35 683 718 €	32 056 000 €
TOTAL GÉNÉRAL	73 110 390 €	68 327 806 €

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	210 €	195 €
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Prestations en dotation globale	48 849 695 €	48 095 347 €
Prix de Journées	19 623 674 €	14 764 603 €
Subventions d'exploitation	657 669 €	109 096 €
Autres subventions et participations	41 137 €	47 267 €
Reprises d'amortissements, dépréciations, provisions et transfert de charges	489 814 €	354 153 €
Utilisation des fonds dédiés	228 654 €	263 091 €
Autres produits		
Produits des activités annexes	226 070 €	258 463 €
Remboursements de frais	621 592 €	429 119 €
Autres produits de gestion courante	16 312 €	63 079 €
TOTAL I	70 754 826 €	64 384 411 €
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes		
Consommations	5 934 498 €	5 038 751 €
Services extérieurs	5 558 740 €	4 924 635 €
Autres services extérieurs	4 631 998 €	4 349 382 €
Impôts, taxes et versements assimilés	4 637 611 €	4 217 609 €
Salaires et traitements	33 222 408 €	30 411 414 €
Charges sociales	12 380 342 €	11 147 458 €
Autres charges de personnel	637 507 €	563 526 €
Dotations aux amortissements et provisions	4 076 906 €	4 001 129 €
Reports en fonds dédiés	374 373 €	01:26
Autres charges	263 207 €	210 960 €
TOTAL II	71 717 589 €	65 180 665 €
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	- 962 763 €	- 796 254 €
Produits financiers	403 915 €	193 527 €
Charges financières	222 198 €	214 752 €
RESULTAT FINANCIER	181 717 €	- 21 225 €
Produits exceptionnels	1 031 118 €	680 292 €
Charges exceptionnelles	242 825 €	380 419 €
RESULTAT EXCEPTIONNEL	788 293 €	299 873 €
TOTAL DES PRODUITS	72 189 858,89 €	65 258 230,19 €
TOTAL DES CHARGES	72 182 612,28 €	65 775 835,73 €
DEFICIT / EXCEDENT	7 247 €	- 517 606 €

**ASSOCIATION
MOISSONS NOUVELLES**

**ANNEXE
EXERCICE 2024**

MOISSONS NOUVELLES, comptes 2024

COMPTES ANNUELS

ANNEXE aux états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2024

La présente annexe fait partie intégrante des états financiers de l'Association Moissons Nouvelles pour l'exercice ouvert du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

I – FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

- 1.1 Frais de siège de l'Association Moissons Nouvelles
- 1.2 Etablissement des comptes
- 1.3 Evénements postérieurs à la clôture

II – PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

- 2.1 Organisation comptable
- 2.2 Méthodes comptables
- 2.3 Méthode de présentation
- 2.4 Immobilisations

III - DETERMINATION DU RESULTAT

- 3.1 Formation du résultat
- 3.2 Résultats des établissements sous gestion contrôlée
- 3.3 Résultat de la gestion propre
- 3.4 Frais de siège
- 3.5 Résultats par établissement et service

IV - NOTES SUR LE BILAN

- 4.1 Immobilisations et amortissements
- 4.2 Immobilisations financières
- 4.3 Organismes payeurs
- 4.4 Trésorerie
- 4.5 Fonds propres
- 4.6 Précision sur les fonds propres
- 4.7 Subventions d'investissements
- 4.8 Provisions règlementées
- 4.9 Fonds dédiés
- 4.10 Provisions pour risques et charges
- 4.11 Emprunts et dettes assimilées

V - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

- 5.1 Dotations aux amortissements et provisions
- 5.2 Honoraires du Commissaire Aux Comptes
- 5.3 Prestations
- 5.4 Subventions d'exploitation

VI - AUTRES INFORMATIONS

- 6.1 Activité, produits
- 6.2 Effectifs, régime social et fiscal
- 6.3 Contribution volontaires en nature
- 6.4 Loi sur le volontariat associatif
- 6.5 Engagements hors bilan

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

Moissons Nouvelles est une association sans but lucratif régie par la loi de 1901, dont l'objet est d'aider les enfants, les adolescents, les jeunes adultes et les familles, démunis, isolés, en difficulté d'adaptation ou d'insertion à se construire et à trouver leur place dans la société. Afin d'accomplir cette mission d'utilité sociale et d'intérêt général, l'association est présente dans les secteurs de la protection de l'enfance, du handicap et de l'insertion.

I – FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Depuis 2021 les établissements évoluent dans un contexte économique inflationniste et sont confrontés à des difficultés pour recruter et stabiliser le personnel éducatif. D'autre part, les moyens contraints de certains de nos financeurs limitent l'augmentation des budgets de fonctionnement. Ainsi, des établissements sont en difficultés pour respecter leur enveloppe budgétaire et réaliser leur activité, notamment les MECS dont les résultats sont majoritairement déficitaires cette année.

En termes de développement, la capacité de dispositifs existants a augmenté ; par ailleurs, de nouveaux services ont été ouverts par extension d'activité ou par candidature à des appels à projets. La majorité du développement concerne le secteur de la protection de l'enfance, et plus particulièrement la prise en charge de Mineurs Non Accompagnés (MNA).

Ainsi l'effectif de Moissons Nouvelles est passé de 1680 à 2027 mesures entre 2023 et 2024.

1.1. Frais de siège de l'Association Moissons Nouvelles

Pour la période de 2023 à 2027, l'autorisation a été accordée sur la base d'un prélèvement de frais de siège équivalent à 2,70 % des charges N-2 (hors frais de siège).

Les frais de siège sont facturés aux établissements et aux services en référence au budget du siège. Ils correspondent à l'ensemble des prestations réalisées par le siège aussi bien sur le plan juridique, managérial, économique, éducatif et social.

Le développement progressif a permis au siège de renforcer ses moyens pour accompagner au mieux les pôles et faire face aux évolutions législatives et réglementaires.

1.2. Etablissement des comptes

Les comptes de l'exercice 2024 ont été établis selon le même calendrier que les années précédentes : l'ensemble des données financières et indicateurs, qu'il s'agisse des situations intermédiaires, du bilan ou des budgets a été réalisé et transmis aux instances dans le respect du formalisme attendu.

1.3. Evénements postérieurs à la clôture

Des appels à projet auxquels Moissons Nouvelles a candidaté fin 2024 sont en cours d'instruction par les départements concernés : Il s'agit de mesures du secteur de la protection de l'enfance.

II – PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1. Organisation comptable

Les comptes de l'exercice 2024 regroupent l'activité de l'Association Moissons Nouvelles exercée dans les établissements et services. L'Association est la seule entité juridique possédant la personnalité morale et la capacité de gérer les établissements rattachés.

La tenue de comptabilité de l'Association est décentralisée dans les établissements. La comptabilité de l'Association est subdivisée en « dossiers comptables » correspondant chacun à une structure médico-sociale (ITEP, SESSAD, MECS, CAFS, CHRS...).

Un établissement correspond à une entité développant éventuellement plusieurs offres de services, le service comptable de l'établissement tient alors autant de comptabilités distinctes qu'il existe d'offres de services sur le site.

Chacun des 37 établissements (dont le siège social), représentant 51 services gérés par l'Association, élabore un bilan et un compte de résultat. L'ensemble de ces données cumulées, après neutralisation des opérations internes, donne le bilan et le compte de résultat de l'Association.

Chaque dispositif fait l'objet du dépôt d'un cadre normalisé ou ERRD, et en amont du dépôt d'un budget prévisionnel ou d'un EPRD.

2.2. Méthodes comptables

Les comptes 2024 sont élaborés et présentés conformément au règlement 2014-03 du plan comptable général, au règlement 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, au règlement n° 2019-04 de l'autorité des normes comptables (ANC) relatif aux activités sociales et médico-sociales.

L'article R.314-5 du Code de l'action sociale et des familles (C.A.S.F.) prévoit que la liste des comptes qui doivent être obligatoirement ouverts dans les établissements gérés par une personne morale de droit privé est fixée par arrêté, les comptes non prévus étant ouverts conformément au plan comptable général.

Le plan comptable applicable aux « établissements et services privés sociaux et médico-sociaux (ESMS) relevant du I de l'article L. 312-1 du C.A.S.F. » pour les comptes clos au 31/12/2024 est celui mis à jour par l'arrêté du 28 décembre 2023.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.3. Méthode de présentation des congés payés

Compte tenu de l'avis du CNC du 4 mai 2007, la dette pour provision pour congés annuels est comptabilisée au niveau des comptes des établissements. La dette initiale, au 1^{er} Janvier 2007, est ainsi comptabilisée au compte « congés payés non financés », en moins des fonds propres de l'établissement. La contrepartie est comptabilisée en dettes au passif (personnels, charges sociales et fiscales). Seule la variation annuelle est comptabilisée en charges au compte 64.

2.4. Immobilisations

A compter de l'exercice 2005, l'Association a entrepris la mise en œuvre des règlements CRC 2004-06 du 23/11/2004 relatif à la définition, comptabilisation et évaluation des actifs et CRC 2002-10 du 12/12/2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs. L'Association a limité la mise en œuvre de la réforme des actifs à ses biens immobiliers. Les autres immobilisations (matériels, matériels de transport, mobiliers) ne relèvent pas de l'approche par composants.

Concernant le traitement des immobilisations, la démarche a été appliquée pour les bâtiments dont l'établissement est propriétaire, de la manière suivante :

La méthode prospective a été retenue. Les composants finaux et leurs caractéristiques ont été pris en considération selon la grille ci-après. La durée d'amortissement a été retenue en appliquant la durée de référence indiquée.

1. STRUCTURE ET OUVRAGES :

Structure du bâtiment, charpentes, couverture, terrassement, fondations, maçonnerie. Durée de 30 à 50 ans

2. SECOND ŒUVRE :

Contour de la structure étanchéité, ravalement, gros câblage, conduites, planchers. Durée de 10 à 20 ans

3. MENUISERIES EXTERIEURES :

Portes, fenêtres. Durée de 15 ans

4. INSTALLATIONS TECHNIQUES :

Ascenseur, climatisation, chauffage. Durée de 10 à 15 ans

5. AGENCEMENTS :

Décoration, enduit, peintures intérieures, et extérieures, moquette, éclairages, sanitaires, carrelages. Durée de 5 à 10 ans

La règle retenue pour identifier les composants a été effectuée à partir d'une analyse des factures. Dans le cas contraire, il a été fait application de la répartition des composants par pourcentage à partir de l'avis du CNC n° 2004-11 du 23 juin 2004 relatif aux organismes du logement social.

Les immobilisations sont inscrites au bilan pour leur valeur historique.

III. DETERMINATION DU RESULTAT :

3.1. Le résultat comptable de l'Association est un excédent de 7 K€. Il se décompose en deux résultats de nature différente :

- Le **résultat des activités sous gestion contrôlée** des établissements et services est un déficit de 486 K€. Ce résultat fait l'objet d'une analyse de la part des autorités tarifaires en vue d'une imputation en tout ou partie (en N+2 en général) sur le budget de la ou des années suivantes notamment en réduction des charges, en réserve de compensation (cf. § 3.2 ci-après).
- Le **résultat de la gestion propre** est un excédent net de 493 K€. Il correspond au résultat de l'entité Association. Ce résultat est exceptionnel car lié à la cession d'actifs immobiliers.

3.2. Résultats des établissements sous gestion contrôlée

En 2024, le résultat comptable sous gestion contrôlée consolidé fait apparaître un résultat comptable déficitaire de 486 K€. Après la reprise des résultats antérieurs d'un montant positif net de 374 K€ et la reprise de réserve de compensation de charges d'amortissement de 35 K€, la position reste déficitaire ; le résultat à imputer s'élève à -77 K€.

	Gestion contrôlée
Résultat comptable consolidé 2024	-486 322 €
Reprise de résultats antérieurs	373 975 €
Reprise sur réserve de compensation de charges d'amortissement	35 189 €
Résultat 2024 consolidé à imputer	-77 158 €

3.3. Résultat de la gestion propre

L'entité Association correspond à toutes les opérations liées à l'animation du projet associatif, aux réunions du Conseil d'Administration et à la gestion de la trésorerie globale. Le résultat de l'entité Association est un excédent de 493 569 €. A la différence du résultat sous contrôle de tiers financeurs, ces montants impactent directement les fonds propres de l'Association.

3.4. Les frais de siège

Le résultat du Siège, également sous gestion contrôlée, est déficitaire de -16 955 €. Les frais de siège sont financés par les différents budgets des établissements et services, en application du taux de 2,70 % des charges N-2 (hors frais de siège) des établissements et service de l'Association, conformément à la réglementation.

3.5. Résultats par établissement

Le résultat est détaillé par établissement et fait l'objet d'une affectation approuvée par l'Assemblée Générale.

Pôle	Etablissement	Résultat comptable	Reprise de résultats	Reprise rés. compensation	Résultat à imputer
PÔLE GRAND EST	DITEP (ITEP + SESSAD) de BOULAY	417 542 €			417 542 €
	TOTAL ARS MOSELLE	417 542 €	- €	- €	417 542 €
	MECS du pays de NABOR	- 406 809 €			- 406 809 €
	MECS de WOIPPY	- 364 931 €	8 897 €		- 356 034 €
	MECS de REMILLY	- 270 264 €	272 946 €		2 681 €
	MECS VIOTTI (Petite-Rosselle)	- 416 144 €		20 000 €	- 396 144 €
	SERAD MOSELLE EST	55 280 €			55 280 €
	DISPOSITIF MOUSQUETON METZ	- 5 347 €			- 5 347 €
	DISPOSITIF MOUSQUETON MOSELLE EST	38 227 €			38 227 €
	SECTEUR PREVENTION SPECIALISEE (SPS)	76 668 €			76 668 €
	TOTAL CD MOSELLE	- 1 293 320 €	281 843 €	20 000 €	- 991 478 €
PÔLE GRAND OUEST	DITEP DE LA PAPOTIERE (Nantes)	128 179 €			128 179 €
	DITEP DE GESVRES (Treillières)	79 978 €			79 978 €
	TOTAL ARS PAYS DE LOIRE	208 156 €	- €	- €	208 156 €
	CNH-MECS	128 239 €			128 239 €
	CNH-SAPMN	38 522 €			38 522 €
	CNH-PEAD	41 458 €			41 458 €
	CNH-DAMNA	14 884 €			14 884 €
	TOTAL ASE CHARENTE	223 103 €	- €	- €	223 103 €
	SAR	44 850 €			44 850 €
	TOTAL ASE CHARENTE-MARITIME	44 850 €	- €	- €	44 850 €
PÔLE PACA	DITEP SAINT-YVES (Aix-en-Provence)	199 546 €			199 546 €
	TOTAL ARS BOUCHES DU RHONE	199 546 €	- €	- €	199 546 €
	CHRS LAGARDE	9 327 €			9 327 €
	TOTAL PREFECTURE VAR	9 327 €	- €	- €	9 327 €
	MECS EQUINOXE - DAAP TOULON	- 58 314 €			- 58 314 €
	MECS EQUINOXE - O'CALM	185 763 €			185 763 €
	MECS LES BOUGAINVILLIERS (FREJUS)	- 49 378 €	- 34 500 €		- 83 878 €
	OPAL (HOTEL PARENTAL)	- 17 708 €			- 17 708 €
	MECS LES CADES (SILLANS LA CASCADE)	28 848 €	48 700 €	4 293 €	81 841 €
	PEAD REGAIN (LES ARCS)	- 37 540 €	14 133 €		- 23 407 €
	PEAD MEINADO	36 964 €			36 964 €
	TOTAL ASE VAR	88 635 €	28 333 €	4 293 €	121 261 €

Suite du tableau page suivante ->

Pôle	Etablissement	Résultat comptable	Reprise de résultats	Reprise rés. compensation	Résultat à imputer
PÔLE CENTRE - VAL DE LOIRE	MECS de CHATEAUROUX	7 784 €			7 784 €
	SAIP	15 173 €			15 173 €
	SHAMNA	13 818 €			13 818 €
	TOTAL ASE INDRE	36 775 €	- €	- €	36 775 €
	SAEP	- 20 775 €			- 20 775 €
	ERPE	45 714 €			45 714 €
	TOTAL ASE LOIR-ET-CHER	24 939 €	- €	- €	24 939 €
	ITEP de PELLEVOISIN	656 644 €			656 644 €
	SESSAD de PELLEVOISIN	50 709 €			50 709 €
	CAFS	69 145 €			69 145 €
	TOTAL ARS CENTRE VAL DE LOIRE	776 498 €	- €	- €	776 498 €
PÔLE NORMANDIE	MECS d'EVREUX	- 687 431 €		10 896 €	- 676 534 €
	MOSP 2	- 40 339 €			- 40 339 €
	PMD 2	- 11 726 €			- 11 726 €
	MOSP 1	- 2 030 €			- 2 031 €
	TOTAL ASE EURE	- 741 526 €	- €	10 896 €	- 730 630 €
	ITEP MN-JEAN DU PLESSIS	392 991 €			392 991 €
	SESSAD MN-JEAN DU PLESSIS	- 75 530 €			- 75 530 €
	TOTAL ARS NORMANDIE	317 461 €	- €	- €	317 461 €
	DAMNA CAEN	252 506 €			252 506 €
	TOTAL ASE CALVADOS	252 506 €	- €	- €	252 506 €
	DAD 78 AEMO	- 19 891 €			- 19 891 €
	DAD 78 AEMOR	- 63 900 €			- 63 900 €
	DAD 78 AEMOI	- 22 819 €			- 22 819 €
	DAD 78 PAD	70 404 €			70 404 €
	DAD 78 AED	9 063 €			9 063 €
	TOTAL CD YVELINES	- 27 142 €	- €	- €	- 27 142 €
	DAMNA SAINT LO	- 168 958 €			- 168 958 €
	TOTAL CD MANCHE	- 168 958 €	- €	- €	- 168 958 €
PÔLE PARIS - IDF	MECS de PARIS	- 1 355 768 €	35 243 €		- 1 320 526 €
	SEMI-AUTONOMIE	502 392 €			502 392 €
	SAPMN	15 614 €	28 557 €		44 172 €
	TOTAL DASES DE PARIS	- 837 761 €	63 800 €	- €	- 773 962 €
SIEGE		- 16 955 €			- 16 955 €
ASSOCIATION		493 569 €			493 569 €
TOTAL MOISSONS NOUVELLES		7 247 €	373 975 €	35 189 €	416 411 €

Le résultat de 7 K€ correspond au résultat de la gestion contrôlée à imputer pour -486 K€ (cf. § 3.2) et à celui de la gestion propre pour 493 K€ (cf. § 3.3).

IV – NOTES SUR LE BILAN

4.1. IMMOBILISATIONS : 22 867 K€

Tableaux de variations des immobilisations (en K€)

N° compte	Libellé	Position 31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Position 31/12/2024
20	Immobilisations incorporelles	750	272	33	989
211-212	Terrains	1 399	68	-	1 467
213 000	Constructions sur sol propre	48 176	1 054	98	49 132
214 000	Constructions sur sol autrui	2 583	278	5	2 856
215 000	Inst. tech, matériel et outillage	4 055	247	169	4 133
218 100	Agencements, installations	1 898	35	6	1 927
218 200	Matériel de transport	3 083	358	140	3 301
218 300	Matériel de bureau & inf.	188	10	1	197
218 310	Matériel de bureau	249	5	8	246
218 320	Matériel informatique	1 671	239	75	1 835
218 330	Mat. informatique pédagogique	105	16	8	113
218 400	Mobilier de bureau	4 301	316	138	4 480
218 800	Collection, œuvres d'art	1	76	5	72
23 000	Immobilisations en cours	1 083	1 229	1 044	1 268
Total immobilisations corporelles		68 791	3 932	1 697	71 026
Total des immobilisations corporelles & incorporelles		69 542	4 203	1 730	72 015

La valeur des immobilisations brutes a augmenté avec les nouvelles activités du périmètre, les travaux de rénovations entamés et le renouvellement des immobilisations au sein des établissements.

Tableaux des amortissements (en K€)

N° compte	Libellé	Position 31/12/2023	Dotations	Reprises	Position 31/12/2024
280	Amortissements des immo. incorporelles	429	112	33	508
2811 et 2	Terrains (1) et agencements	147	3	-	150
2813-2814	Constructions	33 765	1 855	84	35 536
2815	Installations, matériel et outillage techniques	3 622	155	159	3 618
2818...	Autres immo corporelles	8 758	927	349	9 336
Total des amortissements des immo. corporelles		46 292	2 940	592	48 640
Total des amortissements des immo.		46 721	3 052	625	49 148

Les immobilisations sont amorties suivant le mode linéaire, en fonction de l'approche par composant (cf. § 2.4). La durée d'amortissement varie en fonction de la nature des immobilisations, en intégrant la qualité des matériaux utilisés.

4.2. IMMOBILISATIONS FINANCIERES : 1 111 K€

Les titres immobilisés correspondent essentiellement aux parts du crédit coopératif qui sont pour certaines nanties dans le cadre de la souscription d'emprunts.

La gestion financière des jours épargnés sur un Compte Epargne Temps (CET) est confiée, depuis 2020, au Crédit Agricole Titres, conformément à l'accord de branche du 1^{er} avril 1999. Ainsi, le montant placé pour financer la dette du CET apparaît sur un compte dédié.

Les variations des dépôts et cautionnements résultent essentiellement de l'évolution du parc locatif d'appartements, des dépôts de garantie pour des locaux loués destinés à l'activité (Mecs de Nabor, Mecs Châteauroux ...) et à la prise en charge des jeunes accueillis (Mecs de Paris, Damna de Saint Lô, Hôtel Parental ...).

Tableaux de variation des immobilisations financières (en K€) :

N° compte	Libellé	Position 31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Position 31/12/2024
271 000	Titres immobilisés	505	8	-	513
272 000	Titres immobilisés lié au CET	325	-	4	321
275 000	Dépôts & cautionnements versés	202	83	8	277
Total immobilisations financières		1 032	91	12	1 111

4.3. ORGANISMES PAYEURS ET COMPTES RATTACHES

La ligne « organismes payeurs » s'élève à 2 352 K€.

Concernant les organismes financeurs, elle correspond aux créances en attente de paiement des autorités tarifaires dont relèvent les établissements pour 2 138 K€ et à des factures à établir pour 177 K€.

Concernant les autres tiers payeurs, elle correspond aux créances en attente de paiement pour un montant de 37 K€.

Détail des créances par antériorité au 31 décembre (en K€) :

Libellé	< 1 an	de 1 an à 5 ans	> à 5 ans	Position 31/12/2024
ARS	-	-	-	-
CONSEIL DEPARTEMENTAL	1 963	52	123	2 138
DIRECTION DE LA COHESION SOCIALE	-	-	-	-
Factures à établir	177	-	-	177
Avances consenties par les financeurs	-	-	-	-
Total des organismes financiers	2 140	52	123	2 315
Autres tiers payant	31	6	-	37
Créances douteuses sur autres tiers payants	-	-	-	-
Factures à établir sur autres tiers payants	-	-	-	-
Dépréciation des comptes des autres tiers payants	-	-	-	-
Total autres créances	31	6	-	37
TOTAL GENERAL	2 171	58	123	2 352

4.4. TRESORERIE

Les comptes de trésorerie, correspondant à l'ensemble des comptes ouverts par les établissements, doivent être rapprochés du solde du bilan « Banque et CCP » de 15 854 K€ pour le passif et de 41 503 K€ pour l'actif. Il est opéré une fusion de trésorerie de l'ensemble des comptes de l'Association pour un solde net de 25 649 K€ au 31 décembre 2024.

Par ailleurs, à l'actif, le total des caisses est de 96 K€.

4.5. FONDS PROPRES**Tableau de la variation des fonds propres (montant en euros) :**

	A l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	4 922 546 €	-	-	4 922 546 €
Fonds propres avec droit de reprise	253 065 €	-	-	253 065 €
Ecart de réévaluation	433 263 €	-	-	433 263 €
Réserves	17 385 607 €	777 051 €	41 340 €	18 121 318 €
Report à nouveau	-745 330 €	722 €	46 679 €	-791 287 €
Dépenses non financées	-2 393 095 €	-	383 870 €	-2 776 965 €
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	6 399 109 €	3 826 890 €	4 650 379 €	5 575 619 €
Résultat de l'exercice	-517 606 €	7 247 €	517 606 €	7 247 €
Subventions d'investissement	4 051 368 €	696 148 €	208 634 €	4 538 882 €
Provisions réglementées	1 644 058 €	54 928 €	13 991 €	1 684 995 €
TOTAL	31 432 985 €	5 362 985 €	4 827 287 €	31 968 683 €

Les variations sur les fonds propres sont essentiellement liées au mécanisme des affectations de résultat.

4.6. PRECISIONS SUR LES FONDS PROPRES

. Réserve d'investissement : 7 952 K€

Ces comptes correspondent aux affectations de résultats destinées à financer l'acquisition ou le renouvellement des immobilisations.

. Réserve de trésorerie (affectation) : 2 700 K€

Ces comptes correspondent aux affectations de résultats liées à l'application de la réglementation.

. Réserve de compensation : 6 887 K€

Ce compte correspond aux affectations d'excédent des établissements en vue de faire face à d'éventuels déficits ultérieurs en application de la réglementation.

. Réserve pour projet : 560 K€

. Autres réserves : 22 K€

. Report à nouveau déficitaire : - 791 K€

L'évolution de la rubrique « report à nouveau » s'explique par l'affectation des résultats de 2023 de la gestion propre. Le solde qui s'élève à -791 K€ est détaillé comme suit :

- Report à nouveau créditeur de l'entité Association d'un montant de 278 K€ qui inclut notamment le cumul des déficits des établissements fermés ou cédés : Mecs de Saint Nazaire pour 1 847 K€, CHV pour 713 K€ et SASLL pour 267 K€. Le produit de la vente du terrain du CHRS de Lagarde est intégré au report à nouveau par le mécanisme de l'affectation de l'excédent 2022.

- Déficit nets d'établissements (Nantes, Paris, Lagarde...) pour un montant de 1 069 K€, dont l'essentiel correspond à une prise en charge refusée par les financeurs,

. Dépenses non financées par l'autorité de tarification : - 2 777 K€

Les congés payés non financés et le reclassement des provisions pour retraite ou litige refusées par le financeur sont classés dans cette rubrique.

. Résultat sous contrôle de tiers financeurs : 5 576 K€

Ce montant correspond au cumul net des résultats des années antérieures des établissements dont une partie est reprise cette année à hauteur de 374 K€ en application de la décision des financeurs (35 K€ sont également repris dans les réserves de compensation de charges d'amortissement).

4.7. SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS : 4 539 K€

Elles correspondent à des subventions d'équipements et à la taxe d'apprentissage. Ces subventions sont amorties au même rythme que les biens financés. Les principales subventions concernent :

- L'ITEP de Boulay :	1 611 K€ net
- Le DITEP Jean du Plessis :	741 K€ net
- Le siège :	669 K€ net
- La MECS de Paris :	520 K€ net
- L'ITEP de Nantes :	372 K€ net
- L'ITEP de Pellevoisin :	345 K€ net
- Le CNH :	93 K€ net
- Le CHRS :	71 K€ net

4.8. PROVISIONS REGLEMENTEES

Les provisions règlementées d'un montant total de 1 685 K€, déduction faite de la réserve de trésorerie pour 449 K€, s'élèvent à 1 236 K€ et se décomposent ainsi :

- Provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement pour 449 K€ qui concernent :
 - * La MECS de Paris : 325 K€
 - * Le DITEP Jean du Plessis : 124 K€
- Différence sur cessions d'actifs pour 1 236 k€

4.9. FONDS DEDIES

Le solde correspond aux financements affectés non encore utilisés. Le solde de 1 844 K€ au 31 décembre est constitué par :

- . Fonds dédiés sur Crédit Non Reconductibles non intégralement utilisés : 914 K€
- . Fonds dédiés sur autres ressources : 55 K€
- . Fonds dédiés sur RTT : 148 K€,
- . Anciennes provisions pour renouvellement des immobilisations : 727 K€

Tableau de variation des fonds dédiés (montant en euros) :

	Montant à l'ouverture	Reports	Utilisations		Transferts (1)	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global (2)	Dont fonds correspondant à des projets sans dépenses au cours des 2 derniers ex.
Subvention d'exploitation	1 712 633 €	362 818 €	286 662 €	- €	- €	1 788 789 €	647 168 €
Contributions financières d'autres organismes	45 698 €	11 555 €	2 349 €	- €	- €	54 904 €	22 523 €
Ressources liées à la générosité du public	- €	- €	- €	- €	- €	- €	
TOTAL	1 758 331 €	374 373 €	289 011 €	- €	- €	1 843 693 €	669 691 €
<i>(1) Transferts : si émission, le montant est négatif ; si réception, le montant est positif</i>							
<i>(2) Montant global = Montant après changement + Report – Utilisation + Transferts</i>							

Depuis la réforme du plan comptable appliquée en 2020, les provisions pour renouvellement des immobilisations sont incluses dans la rubrique « fonds dédiés ». Elles s'élèvent à 727 K€ et concernent principalement :

- L'ITEP de Nantes : 394 K€
- Le DITEP Jean du Plessis : 116 K€
- L'ITEP de Boulay : 100 K€
- Le SESSAD de Pellevoisin : 98 K€

4.10. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges d'un montant total de 3 614 K€ concernent notamment :

- Les provisions pour retraites pour 1 645 K€ (montant dû aux salariés âgés de plus de 57 ans). L'indemnité est calculée à partir de la convention collective 1966 soit :

- 1 mois des derniers appointements pour une ancienneté d'au moins 10 ans.
- 3 mois des derniers appointements pour une ancienneté d'au moins 15 ans.
- 6 mois des derniers appointements pour une ancienneté d'au moins 25 ans.

Le calcul est effectué en intégrant les charges sociales et fiscales.

- Les provisions pour litiges pour 1 649 K€ (contentieux prud'homaux en cours),
- Les provisions pour gros entretien qui ont été constituées pour faire face à des travaux ne pouvant être effectués en une seule année, pour 261 K€,
- Les « autres provisions pour charges » pour 59 K€.

4.11. EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES : 7 549 K€

Les emprunts sont contractés pour la réalisation de travaux sur les établissements ou l'acquisition d'actifs. Au 31 décembre 2024, l'encours des emprunts est de 7 549 K€ (cf. tableau). En 2024, l'Association n'a pas contracté de nouvel emprunt.

Etablissements	2025	2026-2029	+ de 5 ans	Total
MECS Nabor	42	171	581	794
MECS Viotti	10	42	22	74
MECS Woippy	14	4		18
ITEP Nantes	121	369	303	793
ITEP Pellevoisin	131	543	501	1 175
MECS Toulon	23	94	94	211
MECS Sillans	40	164	304	508
MECS Paris	271	1 256	1 808	3 335
DITEP Jean du Plessis	36	142	463	641
TOTAL	688	2 785	4 076	7 549

Montant exprimé en K€

V – NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**5.1. Dotations aux amortissements et provisions : 4 077 K€**

Dotations	Montant en K€
Amortissements des immobilisations	3 053
Provisions pour risques et charges	1 024
Dépréciation nette d'actifs circulants	-
Provisions exceptionnelles	-
TOTAL	4 077

5.2. Honoraires du Commissaire Aux Comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat 2024 s'élève à 46 551 € TTC.

5.3. Prestations : 68 473 K€

Elles se répartissent entre la facturation en prix de journée pour 19 624 K€ et celle en dotation globale de fonctionnement pour 48 850 K€ (CPOM, CHRS, SESSAD...).

5.4. Subventions d'exploitation : 658 K€

Les subventions concernent le SAEP pour un montant de 349 K€, l'ERPE pour 198 K €, le SPS pour 66 K€, le CHRS de Lagarde pour 36 K€ et le Ditep de Jean du Plessis pour 9 K€.

VI - AUTRES INFORMATIONS

6.1. Activité, Produits

Les produits de séjours sont réalisés essentiellement dans le cadre d'une dotation en référence à un CPOM et dans une moindre mesure par la facturation de journées sur prix de journée. Les tarifications sont arrêtées soit par l'ARS, soit par le Président du Conseil Départemental, seul ou conjointement avec le directeur de la Protection Judiciaire de la Jeunesse. Pour le Centre d'Hébergement et de Réadaptation Sociale (CHRS) de La Garde (Var), la dotation globale de fonctionnement est arrêtée par le Préfet.

Ventilation par territoire d'implantation (sur la base des produits de tarification) :

Etablissements	Pourcentage 2024
Pôle Grand Est	27 %
Pôle PACA	19 %
Pôle Grand Ouest	18 %
Pôle Normandie	16 %
Pôle Centre Val de Loire	12 %
Pôle IDF	8 %

6.2. Effectifs, régime social et fiscal

Au 31 décembre 2024, l'association emploie 1 102 salariés dont 165 cadres et 24 enseignants. Les contrats de travail des salariés sont soumis au régime de la Convention Collective Nationale du Travail du 15 mars 1966.

Concernant le régime fiscal, l'Association Moissons Nouvelles est passible de l'Impôt sur les Sociétés pour une partie de ses revenus locatifs et mobiliers.

En outre, l'Association est soumise à la Taxe sur les Salaires et à la Contribution de versement au Transport, en fonction des taux applicables dans les communes dans lesquelles sont implantés les établissements.

6.3. Contributions volontaires en nature

L'Association bénéficie, dans quelques établissements, des services d'enseignants mis à disposition, fonctionnaires de l'Éducation Nationale (E.N.) ou pris en charge par l'E.N. dans le cadre d'école sous contrat simple.

Ces contributions ne présentant pas un caractère significatif, elles ne sont pas valorisées.

6.4. Loi sur le volontariat associatif

Les administrateurs de l'Association sont tous bénévoles. Par conséquent, ils ne reçoivent pas de rémunération dans le cadre de leur mandat. Néanmoins, ils sont remboursés des frais occasionnés par leur activité de représentation de Moissons Nouvelles en tant qu'administrateurs.

En application de l'article 20 de la loi 2002-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif, le montant des rémunérations brutes au titre de 2024 des trois plus hauts cadres dirigeants salariés de l'Association ainsi que leurs avantages en nature s'est élevé à 335 614 €.

6.5. Engagements hors bilan

6.5.1. Engagements en matière de retraite

Dans la mesure où le coût des départs en retraite est susceptible d'être pris en charge par la tutelle, l'Association a continué à comptabiliser les provisions pour retraite (cf. § 4.9).

6.5.2. Emprunts garantis par des sûretés réelles

Engagements donnés

- Hypothèque

L'Association a consenti des inscriptions de privilèges par hypothèque des bâtiments des établissements au bénéfice d'organismes bancaires :

Etablissement	Banque	Capital emprunté	Durée de l'hypothèque	Echéance
Mecs de Paris	Caisse des dépôts	6 600 000 €	20 ans	2032
Itep de Nantes	Caisse des dépôts	1 370 000 €	20 ans	2027

- Nantissement

L'Association a procédé au nantissement de comptes financiers pour le compte du Crédit Coopératif :

Etablissement	Banque	Capital emprunté	Objet	Montant du nantissement	Durée	Echéance
Mecs Viotti	Crédit Coopératif	150 000 €	Travaux maison familiale	45 000 €	15 ans	2031

Engagements reçus

L'Association a bénéficié de la garantie de collectivités territoriales :

- L'ITEP de Nantes : Conseil Départemental de Loire Atlantique et Nantes métropole
- Mecs de Toulon : Ville de Toulon (50%) et Conseil Départemental du Var (50%)
- Mecs de Sillans : Conseil Départemental (50%) et ville de Sillans (50%).
- Mecs de Paris : Département de Paris (100%).

Crédit-bail

Les contrats de crédit-bail et les contrats de locations longue durée concernent essentiellement les contrats sur des véhicules, sur du matériel bureautique, informatique et de télésurveillance. Les loyers restant à courir au 31 décembre 2024 s'élèvent à 1 085 K€.

Compte épargne temps

Au 31 décembre 2024, la charge à payer pour le Compte Epargne Temps s'élève à 665 K€ pour 14 189 heures, et concerne 59 salariés.